

Contribution à la consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle

Les objectifs primordiaux de l'ATEJ (Association du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse) sont à la fois la cause du théâtre et celle du droit des enfants à une activité autonome de spectateur de théâtre.

En effet, pour l'ATEJ, le théâtre, sous toutes ses formes, procède par essence de codes d'écritures scéniques et de dimensions symboliques, esthétiques, littéraires, philosophiques et civiques qui n'appartiennent qu'à lui.

En tant qu'association pour le théâtre d'art professionnel, l'ATEJ vise à rassembler au niveau national, dans toute la diversité des conceptions dramaturgiques et des esthétiques, des artistes (metteurs en scène, auteurs, comédiens, scénographes, etc.) ainsi que des professionnels de la diffusion théâtrale. Afin de maintenir et de développer, dans le contexte de l'élargissement du champ des pratiques culturelles lié à la révolution numérique, la place et l'influence de l'art du théâtre dans la société, son rôle spécifique pour la formation de l'esprit critique et l'expression individuelle des futurs citoyens.

Sur le plan des politiques artistiques et culturelles, l'ATEJ milite pour la reconnaissance effective des publics d'enfants en tant que publics à part entière ; dans le cadre d'une nouvelle politique théâtrale de service public de l'Etat et des pouvoirs publics régionaux ; avec pour nécessaire corollaire la revendication d'**une indispensable parité des financements entre projets adressés aux publics adultes et ceux adressés de préférence aux publics dès l'enfance.**

Ce qui nécessite la redéfinition et la mise en œuvre par le Ministère de la Culture du dispositif ciblé d'intervention budgétaire, supprimé inconsidérément pour le seul théâtre pour jeunes spectateurs en 1999, alors que, en direction des enfants, ses déclinaisons ont été pérennisées pour la musique, la danse, le cirque, la littérature et l'édition.

Comme l'atteste l'histoire du théâtre au XXème siècle, ce sont plusieurs générations d'artistes, femmes et hommes de théâtre, metteurs en scène comme auteurs dramatiques, qui, par leurs œuvres successives ont progressivement imposé, autour

du théâtre et pour le théâtre, de nouveaux modes de comportements culturels dès l'enfance. En totale rupture, esthétique et dramaturgique, avec la notion traditionnelle et convenue de « spectacle pour enfants ».

Ce sont toujours ces mêmes artistes de théâtre, en collaboration avec certains pédagogues éclairés, militants de l'éducation artistique, comme avec de nombreux professionnels d'une action culturelle émancipatrice, qui ont exploré puis fait largement connaître et reconnaître, en dépit de préjugés tenaces et de réticences récurrentes, les enjeux particuliers de l'activité du jeune spectateur accédant, dès l'enfance, aux œuvres théâtrales de son époque. Une activité définie, au-delà de la notion de divertissement, comme pratique théâtrale à part entière, fondamentalement artistique, se suffisant en tant que telle, dans une perspective clairement revendiquée de démocratisation culturelle.

Cette reconnaissance du droit des enfants à des cheminements culturels personnels s'est, au cours du XXème siècle, simultanément manifestée dans bien d'autres territoires de l'art. Mais c'est effectivement autour du théâtre, par de multiples créations théâtrales, qu'elle s'est le plus nettement illustrée pour bientôt se banaliser. Ce qui n'a pas été sans effets parfois pervers.

Car la banalisation des pratiques culturelles dès l'enfance n'a pas toujours participé du sens artistique initial. Souvent elle n'a été rien d'autre qu'une aubaine inattendue pour l'élargissement de la consommation de toutes sortes de produits culturels.

Une aubaine aussitôt exploitée par le Ministère de la Culture. Dans le cadre d'une politique néolibérale privilégiant constamment les lois du marché, il a mis à profit cet état de fait pour, à partir de 1999, supprimer la plupart des financements affectés spécifiquement au développement de la création théâtrale en direction des jeunes spectateurs et pour démanteler, à quelques exceptions près, le réseau de théâtres, de compagnies, et de festivals construits par des artistes et pour les artistes au cours des décennies précédentes. Une destruction contestable effectuée au bénéfice de la diffusion culturelle généraliste pour laquelle un réseau spécialisé mais insuffisamment doté de « scènes conventionnées jeunes publics » a été mis en place en guise d'alternative improvisée.

Le théâtre, contrairement à la danse, à la musique et à la littérature, a alors été la seule forme d'art majeur inconsidérément privée de la part du Ministère de la Culture d'un soutien ciblé pour son développement en direction des jeunes publics.

Aujourd'hui la plupart des intervenants décisionnaires dans ce que l'on dénomme globalement et indistinctement le « secteur jeune public » sont des diffuseurs, rarement des artistes. **Des diffuseurs qui, en fait, sont des acheteurs et des utilisateurs de « spectacles jeunes publics »**, agissant en fonction de statuts professionnels diversifiés à l'extrême, de

motivations, d'objectifs et de centres d'intérêts personnels disparates (programmateurs professionnels ou bénévoles de structures culturelles hétéroclites, entrepreneurs culturels polyvalents, agents et tourneurs multiscartes, enseignants, bibliothécaires, fonctionnaires et chargés de mission culture des collectivités locales, fournisseurs d'événements et de loisirs, etc...).

Dans ces circonstances, **les choix esthétiques et dramaturgiques des artistes et particulièrement des artistes de théâtre sont de plus en plus limités par le poids grandissant de contraintes techniques et économiques imposé par le marché de la diffusion**. La plupart d'entre eux se voient cantonnés au statut secondaire de prestataires de services, intermittents engagés pour la réalisation de projets relevant davantage des techniques d'animation que des exigences de la création. Ce qui peut aujourd'hui expliquer **la désertion de nombreux metteurs en scène, auteurs dramatiques, scénographes, comédiennes et comédiens** qui délaissent de plus en plus un « secteur jeune public » où les créations théâtrales sont trop fréquemment noyées dans une profusion commerciale de spectacles en tous genres et, où ne sont que rarement disponibles des moyens professionnels de production semblables à ceux prévalant dans le secteur théâtral pour adultes.

Face à ce constat, l'amélioration de la situation des artistes passe par le **rééquilibrage des rapports entre secteur de la diffusion et secteur de la création**. Sur la base d'approches nouvelles et clairement différenciées des diverses formes de pratiques culturelles et surtout artistiques dès l'enfance. Ce qui appelle, en ce qui concerne le théâtre, à la redéfinition d'une **nouvelle politique pour jeunes spectateurs renouant avec la notion de service public, centrée prioritairement sur l'aide à la création**.

Les enjeux d'une nécessaire émancipation artistique et culturelle des enfants dans une démocratie avancée, imposent de sortir des confusions conceptuelles et sémantiques, de reparler d'art et de théâtre, de **reconnaître explicitement l'identité et les objectifs des pratiques théâtrales de l'enfant parmi la diversité des autres formes de pratiques artistiques et culturelles** (littérature, danse, musique, cinéma, cirque, audio-visuel, numérique, etc.) Autrement dit, il s'agit d'écouter, d'entendre, et de reconnaître ce dont parlent les femmes et les hommes de théâtre lorsqu'ils s'intéressent au théâtre contemporain pour jeunes spectateurs.

Le principal objectif est surtout **de conforter et d'étendre, à l'échelle du territoire national et des besoins**, après une décennie d'errements destructeurs, **le réseau de compagnies et d'établissements de référence**, d'améliorer au plus vite la situation économique des compagnies et des établissements qui font ou feront le choix délibéré d'un projet théâtral artistiquement fort s'adressant prioritairement et de façon durable aux publics d'enfants et de jeunes.

L'exception culturelle française se caractérise, depuis plus de cinquante ans, par la mise en œuvre au niveau de l'Etat et des pouvoirs publics, de mécanismes ciblés et originaux visant à protéger et à soutenir la création dans chacun des espaces artistiques. Il y a eu récemment rupture avec ce principe et démission de l'Etat dans le domaine des relations possibles entre création théâtrale contemporaine et jeunes spectateurs de théâtre, dès l'enfance. Le rétablissement d'un effectif soutien à la création théâtrale pour jeunes spectateurs, dans le cadre d'une politique de service public, impose aujourd'hui sa nécessité. **Pour maintenir et développer de réelles possibilités d'accès, dès l'enfance, à des œuvres et des paroles d'artistes dans les perspectives de dispositifs renouvelés d'éducation artistique qui, à l'ère du numérique, ne sauraient ignorer le rôle émancipateur irremplaçable du théâtre et des pratiques théâtrales.**

La politique théâtrale pour jeunes spectateurs du Ministère de la Culture doit être révisée d'urgence, en tant que l'un des principaux vecteurs de l'éducation artistique et/ou culturelle, dès l'enfance.

Paris, le 6 décembre 2012

ATEJ

101 rue de Sèvres (Lot n°1674)
75279 Paris Cedex 06

contact@atej.net

www.atej.net